

Convention collective départementale

IDCC : 1960 | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES
ET CONNEXES**

(Lot-et-Garonne)

(12 janvier 1996)

(Bulletin officiel n° 1997-5 bis)

(Étendue par arrêté du 7 mai 1997,

Journal officiel du 17 mai 1997)

Dénonciation par lettre du 6 octobre 2022

de l'UIMM Lot-et-Garonne
des dispositions conventionnelles territoriales

NOR : ASET2251319M

IDCC : 1960

UIMM Lot-et-Garonne

Agen, le 6 octobre 2022

Madame, Monsieur,

La convention collective nationale de la métallurgie, signée le 7 février dernier, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Dans cette perspective, je vous informe par la présente et en ma qualité de secrétaire générale, que l'Union des industries et des métiers de la métallurgie, UIMM de Lot-et-Garonne dénonce la convention collective applicable aux entreprises des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Lot-et-Garonne (IDCC 1960) ainsi que l'ensemble des normes conclues dans son champ d'application et dont elle est signataire.

La dénonciation de ces dernières est soumise au respect d'un délai de préavis de 2 mois. Nous vous informons que celui-ci commencera à courir à compter du 1^{er} novembre 2022. Une fois échu, une période de survie de 12 mois s'ouvrira. Ainsi, la convention collective applicable aux entreprises des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Lot-et-Garonne (IDCC 1960), ses avenants et annexes, ainsi que l'ensemble des accords collectifs, leurs avenants et annexes, conclus dans le champ de cette convention collective territoriale, cesseront de produire leurs effets le 1^{er} janvier 2024.

Sont notamment visés par la dénonciation :

- convention collective applicable aux industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Lot-et-Garonne du 12 janvier 1996
- accord du 13 décembre 1996 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 22 décembre 1998 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 22 décembre 2003 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 31 janvier 2005 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;

- accord du 20 décembre 2005 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 21 décembre 2006 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 15 novembre 2007 portant sur la mise en place d'un régime de prévoyance complémentaire ;
- accord du 28 novembre 2007 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 8 décembre 2008 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 8 décembre 2008 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 10 décembre 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 10 décembre 2009 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 17 décembre 2010 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 17 décembre 2010 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 13 octobre 2011 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 13 octobre 2011 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 22 novembre 2012 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 22 novembre 2012 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 15 juillet 2015 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 20 avril 2018 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 20 avril 2018 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 17 septembre 2019 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 17 septembre 2019 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 29 juin 2021 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 29 juin 2021 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG) ;
- accord du 13 mai 2022 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) ;
- accord du 13 mai 2022 relatif aux rémunérations effectives garanties (REG).

Conformément au formalisme prévu dans la convention collective territoriale en cas de dénonciation, les organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de la convention collective territoriale de Lot-et-Garonne trouveront joint à ce courrier un projet de nouveau texte ainsi qu'une invitation à négocier qui sera envoyée dans les meilleurs délais, après accomplissement des formalités de notification et de dépôt de l'acte de dénonciation.

Secrétaire générale